

RSF s'interroge sur les motivations de la libération d'Hassan Ruvakuki

Reporters sans frontières, 6 mars 2013 Communiqué de presse - BURUNDI Hassan Ruvakuki : libre jusqu'à quand ? Reporters sans frontières salue la remise en liberté de Hassan Ruvakuki après 15 mois d'emprisonnement. L'organisation espère que cette libération ouvre la voie à une reconnaissance officielle de l'innocence du journaliste. Le 6 mars 2013, à quelques jours d'une visite en France du président burundais Pierre Nkurunziza, c'est une libération pour "pour raisons de santé" qui a été accordée au journaliste.   Nous sommes soulagés de savoir que Hassan Ruvakuki est sorti de prison et qu'il a pu retrouver ses proches à, a déclaré Reporters sans frontières.   Cette libération administrative n'est innocente pas pour autant le journaliste. Nous nous interrogeons sur les motivations des autorités burundaises à l'approche de la visite présidentielle en France. Si elles pourront d' sormais se prévaloir d'un geste de bonne volonté, le journaliste demeure sous le coup d'une condamnation à trois ans de prison. Il peut être remis en détention à tout moment à. Le président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, sera en visite officielle en France du 10 au 12 mars 2013. Reporters sans frontières demande au président français François Hollande de soulever le cas d'Hassan Ruvakuki auprès de son homologue au cours de leur entretien du 11 mars prochain. Condamné en janvier dernier à trois ans de réclusion alors qu'il n'a fait que son métier de collecte de l'information, le journaliste burundais Hassan Ruvakuki est victime d'un acharnement judiciaire. Arrêté en novembre 2012 à Bujumbura, Hassan Ruvakuki avait été condamné en première instance, en juin 2012, à la prison à perpétuité pour "participation à une activé terroriste". En appel, le 8 janvier 2013, il voit sa peine réduite à trois ans de prison ferme, après requalification des faits. Les autorités l'accusent d' sormais de "participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et propriétés". Une demande de libération conditionnelle a été rejetée le 19 février dernier. Hassan Ruvakuki n'a pourtant fait que son devoir de journaliste : aller au devant de l'information. Peu de temps avant son arrestation, il s'était rendu en Tanzanie voisine pour couvrir l'émergence d'un mouvement rebelle burundais qui avait demandé, par souci d'équilibre, à la rédaction de Radio France Internationale en swahili basée à Dar es Salaam de ne pas diffuser son reportage, n'ayant pas pu obtenir de commentaire de la part des autorités burundaises suite à la déclaration du chef rebelle. En outre, le chef rebelle avait également refusé de répondre aux questions du journaliste. Toute l'information sur l'affaire Hassan Ruvakuki.